

# **Pour la souveraineté alimentaire et financière, pour la justice climatique, annulez la dette tout de suite ! mettez fin aux conditionalités des IFI ! payez au Sud la dette écologique !**

Semaine d'action Globale Contre la Dette et les IFI 2008 les 12-19 octobre 2008

mardi 11 novembre 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 11 septembre 2008).

## **POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET FINANCIÈRE**

### **POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE ET ÉCONOMIQUE**

- \* Annulez la DETTE tout de suite !
- \* Mettez fin aux conditionnalités des IFIs
- \* Payez au Sud la DETTE ÉCOLOGIQUE

### **La faim dans le monde et l'impact croissant du changement climatique sont des symptômes dramatiques du problème persistant de la domination par la dette.**

De grands paiements au titre du service de la dette tant extérieure qu'intérieure signifient que des ressources déjà rares sont déviées des investissements visant à assurer la souveraineté alimentaire et la protection contre le changement climatique. Cela fait partie de l'injustice de la dette et pour cette seule raison l'annulation de la dette, sa répudiation et d'autres formes de non-paiement sont urgentes.

Cependant, les crises alimentaire et climatique actuelles doivent aussi être reliées aux politiques qui ont été imposées aux pays du Sud pendant des décennies, au travers de l'utilisation de la dette et de l'aide, de l'accès au crédit, et même de l'allègement de la dette comme des instruments de coercition. Les impacts ont été désastreux. Par exemple :

L'imposition de prescriptions universelles pour des stratégies de forte croissance économique orientée vers l'exportation a mené à la dépendance vis-à-vis d'importations chères de semences OGM, de fertilisants et de pesticides, a conduit à des changements massifs vers des cultures exportables non basiques et non alimentaires, incluant les biocombustibles, a mené à la conversion de terres agricoles en zones industrielles pour l'exportation, pour des logements de luxe et des centres touristiques, et a conduit à l'obligation de recevoir de l'aide alimentaire.

La libéralisation financière, commerciale, et des investissements a conduit à la concurrence déloyale des produits alimentaires subventionnés depuis le Nord, à des projets d'extraction abusive de minéraux et d'autres ressources naturelles, et à la privatisation des droits basiques de l'homme comme l'eau et l'électricité.

Les dettes qui ont été utilisées pour des projets nuisibles ou pour imposer ces politiques ou conditionnalités sont des dettes illégitimes qui ne doivent être payées en aucune circonstance.

Ces dettes et politiques, promues par les prêteurs, ont bénéficié aux intérêts économiques et des entreprises du Nord, ont renforcé la concentration de la richesse, et ont stimulé une augmentation de la spéculation de casino sur les prix des aliments et des ressources naturelles, contribuant de manière significative aux actuelles crises alimentaire et climatique, et affaiblissant la capacité des peuples du Sud et de leurs gouvernements d'y répondre de façon adéquate. Cela a aussi conduit à la migration forcée de millions de personnes : victimes de la faim et du changement climatique, personnes cherchant à défendre les droits de l'homme et de l'environnement, et d'échapper à la militarisation et à la guerre qui accompagnent souvent les crimes économiques et climatiques.

Malgré déjà une décennie de promesses et d'initiatives d'allègement de la dette, le fléau de la servitude pour dette continue à faire payer un lourd tribut.

De plus, les solutions avancées pour les crises alimentaire et climatique par les Institutions Financières Internationales (IFI), les gouvernements du G8 et autres intérêts économiques et des entreprises du Nord, incluant de nouveaux prêts et des concessions commerciales et financières additionnelles, sont par essence simplement encore la même chose que les vieilles politiques qui ont contribué si grandement à la création de ces désastres.

Les peuples du monde entier sont en train de se mobiliser pour garantir de véritables solutions pour la souveraineté alimentaire et financière, pour la justice économique et climatique. Annuler ou cesser des paiements injustes de fardeaux inacceptables de dette - en particulier les dettes illégitimes - et en finir avec le rôle continu des IFI tels que le FMI, la Banque Mondiale et les Banques Régionales de Développement dans la création et le maintien des crises alimentaire et climatique, sont des étapes urgentes et nécessaires vers de telles solutions. La restitution et la réparation des dettes écologiques et historiques que ces mêmes intérêts du Nord ont accumulées envers les peuples et pays du Sud comme conséquence de leurs politiques fourniraient une base solide pour la construction d'alternatives. Joignez-vous à nous pendant la Semaine d'Action Mondiale contre la Dette et les IFI, du 12 au 19 octobre 2008, afin de faire avancer ces causes et ces demandes. Ensemble nous pouvons obtenir la libération de la domination par la dette, construire la souveraineté alimentaire et garantir la justice climatique.

## **Plate-forme**

En tant qu'organisations et mouvements populaires (de travailleurs, paysans, femmes, jeunes et indigènes), organisations religieuses, mouvements écologistes, sociaux et politiques, et en tant que citoyens intéressés, nous promettons de nous mobiliser tous ensemble pendant la Semaine d'Action Mondiale contre la Dette et les IFI et au long des prochains mois. Au travers de la sensibilisation, de l'éducation, de la promotion de politiques et d'actions directes, nous défierons les gouvernements des pays du G8, les Institutions Financières Internationales, les intérêts des entreprises multinationales et nos propres gouvernements où que ce soit - dans le Sud comme dans le Nord -, pour qu'ils reconnaissent leurs responsabilités vis-à-vis du problème de la domination par la dette et leur rôle critique dans les crises alimentaire et climatique. Nous réclamerons qu'ils prennent des mesures décisives pour :

1. Annuler ou cesser les paiements de toute dette illégitime.
2. En finir avec l'utilisation des prêts et des allègements de la dette pour imposer des conditionnalités.

3. Arrêter de financer des projets et politiques qui contribuent à la faim et au changement climatique.
4. Réaliser des audits intégraux et participatifs de la dette pour aide à établir qui doit à qui.
5. Assurer la restitution et les réparations des dettes écologiques et historiques envers le Sud, y compris la restitution des actifs volés et gardés dans les banques du G8 et d'autres pays du Nord.
6. Respecter et faire appliquer le droit et l'obligation envers tous les pays et peuples de renverser les politiques nocives qui ont donné lieu à la dette et aux crises alimentaire et climatique, tels que les Plans d'Ajustement Structurel, les Traités Commerciaux injustes, les Accords d'Association Économique, les Traités de Protection des Investissements et les Initiatives d'Intégration d'Infrastructure.
7. Respecter les droits des migrants et d'autres personnes qui sont déplacés comme conséquence de la dette, et des crises alimentaire et climatique.

## **Calendrier**

Nous vous invitons vivement à rejoindre la semaine d'action globale contre la dette et les IFI - une semaine de mobilisation et d'actions citoyennes sous différentes formes dans le monde entier du 14 au 21 octobre 2007.

La semaine inclut plusieurs dates spéciales :

12 octobre - Journée continentale de résistance au colonialisme et au néolibéralisme néocolonial (Amériques)

13 octobre - Journée d'Action contre la Dette, les IFI et le Changement Climatique

14 octobre - Journée d'Action contre les IFI, la Dette et la Privatisation

15 octobre - Journée d'Action pour la Répudiation de la Dette (anniversaire de la mort de Thomas Sankara, ex-président du Burkina Faso, qui appelait à la répudiation de la dette juste avant son assassinat)

16 octobre - Journée d'Action pour la Souveraineté Alimentaire

17 octobre - Journée d'Action contre la Pauvreté

Défions et combattons ensemble les gouvernements du Nord, les banques internationales, les multinationales, et les institutions multilatérales telles que le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC afin qu'ils prennent leurs responsabilités face à la domination par la dette et les dettes illégitimes.

Demandons également aux gouvernements actuels et précédents ainsi qu'aux officiels des pays du Sud de prendre leur responsabilité vis-à-vis du problème de la dette. Déclarons que nous sommes prêts à rester solidaires de ceux qui opteront pour la répudiation de la dette.

Poursuivons la création d'alternatives, la création de relations financières responsables, la création de principes stoppant l'accumulation de dettes illégitimes. Cela entraînerait des changements majeurs dans la structure internationale et nationale, dans les procédures et les politiques, qui aboutiraient à la mise en place de relations politiques, financières et économiques équitables et justes.

## ***Organisateurs initiaux :***

### *Entités mondiales et régionales :*

Jubilé Sud, Réseau International Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) - Alliance des Peuples du Sur Créditeurs de la Dette Écologique - Oilwatch Amérique du Sud - Jubilé Sud-Amériques - Mouvement Asie-Pacifique sur la Dette et le Développement Jubilé Sud Asie et Pacifique - Alliance Hémisphérique Sociale (Amériques) - Latindad - Programme d'Incidence sur la Dette Externe Illégitime de la Fédération Luthérienne Mondiale - Service Paix et Justice en Amérique latine - Justice, Paix et Intégrité de la Création (JUPIC) coordination laïque - Alliance asiatique du sud pour l'extirpation de pauvreté - LDC Watch - Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE) - Réseau Ouest Africain pour le Développement (ROAD) - Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio Justo - Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe - ECA Watch International NGO Campaign on Export Credit Agencies - Centro Regional Ecueménico de Asesoría y Servicio, América Latina (CREAS).

### *Entités nationales et locales :*

ARGENTINE : Agenda XXI Argentina - Dialogue 2000 - ATTAC - L'espace Oecuménique - Association Guadalupe - Mouvement par la Paix, la Souveraineté et la Solidarité entre les Peuples (MoPaSSoL) - Mouvement par la Souveraineté et l'Intégration des Peuples (MoSIP) - Journal El Espejo - Forum Des citoyens de Participation par la Justice et les Droits Humains (FOCO) - Centro Ecumenico de Acción Solidaria - Foro Artiguista Entrerriano - Movimiento Social de Misiones- Autoconvocatoria "America Viva"

AUSTRALIA : Jubilee Australia

BANGLADESH : Groupe de Travail de Équité et de Justice (EJWG) - Angikar Bangladesh Foundation - Bangladesh Social Forum - Cholonbeel Uddyog - SUPRO - Action Aid - BARCIK - VOICE - INCIDIN - PFM

BELGIQUE : CADTM

BÉNIN : Cercle D'autopromotion pour le Développement Durable (CADD)

BRESIL : Réseau Jubilé Sud Brésil - Réseau Brésilien sur les Institutions Financières Internationales - Institut Politiques Alternatives pour le Cône Sud (PACS) - Coordinador Ecueménica de Servicio (CESE)

COLOMBIE : Femmes et Économie, Réseau Jubilé Sud Colombie, Campagne Colombienne En Dette avec la Droits, Union Nationale d'Employés Bancaires (UNEB), Association Nationale d'Employés de la Banque de la République, CENSAT Eau Vive Amis de la Terre Colombie, CIASE Latindad Colombia - Comité interlocución campesina y comunal Mercados Campesinos - Fundación Centro de Estudios Escuela para el Desarrollo (CESDE), Movimiento Cristianos por la Paz, con Justicia y Dignidad, Coalición Colombiana por el Derecho a la Educación, Marcha Mundial de Mujeres Colombia

CÔTE D'IVOIRE : Forum national sur la dette et la pauvreté (FNDP)

CUBA : Centro de Investigaciones de la Economía Mundial

ÉQUATEUR : Action Écologique, Jubileo 2000 Red Guayaquil

EL SALVADOR : Unidad Ecológica Salvadoreña

ÉTAT ESPAGNOL : Campagne Qu'est-ce que doit Qui ?, Observatoire de la Dette dans la Mondialisation (Catalogne), Association Paix avec Dignité, Ecologistas en Acción - Coordinadora Un Altre Món És Possible de Sabadell

FRANCE : Europe Solidaire Sans Frontières (ESSF)

GHANA : Poverty Erradication Forum Ghana (PERFORM)

GUATEMALA : CEIBA

HAÏTI : Plate-forme Haitien par un Développement Alternatif (PAPDA)

INDIE - India Social Action Forum

L'INDONÉSIA : INFID - Koalisi Anti-Utang (KAU) - WALHI Friends of the Earth Indonesia - Indonesian Civil Society Forum on Climate Justice

L'IRLANDE : Coalition Irlandaise sur la Dette et le Développement

JAPON : Jubilee Kyushu on World Debt and Poverty

PHILIPPINES : Freedom from Debt Coalition - Solidarity of Filipino Workers (BMP) - Sanlakas - Kalayaan - KMPL - Partido Ng Manggagawa

ROYAUME-UNI : Coalition Jubilé Dette

MALI : Coalition pour des alternatives dette et développement (CAD) - Association Malienne pour le Développement Intégré et Participatif (AMADIP)

MALAWI : Rise and Shine Youth Organization

MAROC : ATTAC / CADTM

MAURITIANIE : Réseau pour la promotion de la citoyenneté

NÉPAL : Reconstruction Rurale Népal

NICARAGUA : Consejo Nacional Indígena Monexico

NIGER : Réseau national dette et développement (RNDD)

PERU : Réseau Jubilé Peru

PAQUISTAN : CADTM - Economic Justice and Development Organization (EJAD)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE du CONGO : Union des femmes pour la dignité humaine (UFDH)

TOGO : ATTAC

USA : Réseau Jubilé USA

ZIMBABWE : Zimbabwe Coalition on Debt and Development